

## Communiqué de presse des Ceméa du Vendredi 4 novembre 2005

Voici, comme le dit un quotidien du soir, que « les banlieues flambent ». Heureusement ce n'est pas le cas. La guerre civile sur fond de guerre sociale n'est pas déclarée, encore qu'il ne faille pas jouer avec les mots et accepter d'appeler « émeutes juvéniles urbaines » ce qui se passe actuellement chaque nuit dans le nord de l'agglomération parisienne.

Personne ne se satisfera de ces poussées de violence, d'exacerbation des comportements, de ces terribles mises en risque d'eux-mêmes développées par les jeunes qui en sont les auteurs. Personne ne satisfera non plus de la mise en religion de ce conflit, étrangers donc arabes donc musulmans contre français donc chrétiens. Pas plus qu'on ne se satisfera de la relance de poussées racistes contre « ces jeunes qui n'ont qu'à rentrer chez eux ».

Reste cette explosion de misère humaine et sociale qui ne demandait qu'à se révéler quel qu'en soit le déclencheur. Trop de mépris vécus, de rejets, de racismes quotidiens, de sentiments d'exclusion, de contrôles policiers répétitifs et provocateurs, d'impossibilités de vivre ses rêves adolescents... Des mots font alors tout exploser : karcher, racailles... Nous avons déjà connu les « sauvageons », tout aussi méprisants.

Nous connaissons bien ces « jeunes des cités » par nos militants, professionnels de jeunesse et d'action sociale. Nous les connaissons bien également parce que nous les accueillons dans des formations qualifiantes à l'animation et au travail social, et dans des stages d'insertion. Nous connaissons leurs richesses, leurs volontés d'action, leurs attentions aux « petits », les actions dynamiques et novatrices qu'ils génèrent. Nous savons aussi pour certains leurs ambivalences, à la fois modèles d'insertion et acteurs de délinquance, et pour beaucoup d'entre eux leur manque de confiance dans le modèle républicain d'insertion et de réalisation de soi qui leur est proposé. Nous connaissons au quotidien les emprises des extrémismes religieux, le poids des simplismes sociaux de victimisation, et le poids inverses des illusions du « quand on veut on peut », glorification de la négation des pesanteurs sociales, économiques, spatiales et culturelles.

Nous savons également le triste état du système social d'accompagnement de ces cités : animateurs non formés, travailleurs sociaux en nombre insuffisant, services publics utilisés comme stages initiatiques et de détestation pour jeunes professionnels, absence de réelles politiques de jeunesse prenant en compte les réalités de ces jeunes et absence de moyens réels de ces politiques quand elles balbutient.

Et nous voyons actuellement une seule position de l'Etat, facile, simpliste, martiale et répressive, celle de l'emploi de la force comme seul moyen de régulation des tensions. Le ministre chargé de la sécurité publique occupe seul le devant de la scène et dit ce qui doit être fait en matière éducative et sociale dans le silence à ce jour assourdissant des ministres ayant en charge la Jeunesse et les politiques sociales. Le champ est alors laissé libre aux logiques de coercition, de répression et d'enfermement où les seuls emplois créés seront ceux de gardiens de prisons pour jeunes.

Comme mouvement d'éducation, les CEMEA appellent alors à raison garder et interpellent les ministres ayant en charge la Jeunesse et le social pour que s'arrête la spirale absurde alimentant les émeutes de jeunes.